



SciencesPo.

CERI
CNRS

AMBITIONS ET FRILOSITES ALLEMANDES

ANNE-MARIE LE GLOANNEC*

Si la réunification de l'Allemagne suscita l'enthousiasme de l'opinion française en particulier, les élites, les générations plus âgées notamment, ne cachèrent pas leur crainte de voir une Allemagne réunifiée, avec Berlin pour capitale, se recentrer au cœur de l'Europe et nourrir des rêves de puissance. Les Cassandre évoquèrent le poids économique et démographique de l'Allemagne réunifiée. Le mot même de réunification, employé partout sauf en Allemagne, réveillait des échos bismarckiens. En Allemagne pourtant, on parla d'unification – précisément pour se démarquer du passé. On ne s'autorisa que progressivement à penser l'Allemagne réunifiée – c'est en 1999 qu'un chancelier parle, pour la première fois depuis cinquante ans, de puissance allemande et se réclame d'intérêts nationaux. Le message toutefois est en trompe l'œil. Evoquer, en ces premières années du vingt-et-unième siècle, la puissance allemande alors que la démographie implose et que le PNB du pays dépend, pour

presque la moitié, de ses exportations, c'est faire l'économie d'une réflexion sur le poids et le rôle de ce pays en Europe et dans le monde, sur ses ressources et ses faiblesses et, plus encore, sur les spécificités de sa culture politique modelée par la défaite et l'après-guerre et par l'absorption de 17 millions d'Allemands de l'Est

LA MONTEE EN PUISSANCE : LE ZENITH ROUGE ET VERT

De débats contradictoires et parfois confus, surgirent, dès le milieu des années quatre-vingt-dix, des réflexions portant sur la nature de cette nouvelle bête politique : l'Allemagne réunifiée. Alors que dix ou vingt ans auparavant, des intellectuels comme Hans-Peter Schwarz ou Arnulf Baring avaient déploré la « retenue » allemande tandis que d'autres, comme Hanns Maull, voyaient en leur pays le parangon de la puissance civile, l'heure était désormais à la puissance, à l'influence... Il fallait penser le rôle de la nouvelle Allemagne en fonction de sa souveraineté retrouvée, de ses ressources accrues, de sa centralité européenne ; il fallait aussi penser ses intérêts – comme si l'Allemagne de Bonn avait oblitéré ceux-ci... Cependant, les coïncidences et les correspondances qui avaient naguère permis que les intérêts allemands immédiats s'inscrivent, avec d'autres, les Français notamment, dans une perspective européenne à moyen terme, s'estompèrent dans ces années d'après 89. Lors des négociations qui conduisirent à la signature du traité d'Amsterdam, en 1997, le chancelier Kohl se retrouva bien seul, sans le soutien de Jacques Chirac, que la chose franco-allemande n'intéressait guère. Pour la première fois, on s'étonna que l'Allemagne se 'britannise' et défende ses intérêts immédiats. L'Europe se perdait en intérêts nationaux, étroits, parcellaires...

Parallèlement, les partenaires de l'Allemagne, la France notamment, invitaient celle-ci à prendre ses responsabilités, à devenir partie prenante au nouvel ordre mondial qui peinait tant à se dessiner. Empêtrée dans une interprétation de la Constitution qui la condamnait à ne défendre que la zone couverte par l'OTAN, l'Allemagne avait assisté en figurante à la

première guerre du Golfe, se contentant de payer et d'envoyer des avions à la Turquie voisine. En 1994 cependant, la Cour constitutionnelle de Karlsruhe levait les ambiguïtés ou, plus exactement, renvoyait la balle aux hommes politiques, estimant que la RFA pouvait participer à toute intervention militaire, pourvu qu'elle agît, sous mandat de l'ONU et avec l'assentiment du Bundestag, dans des cadres multilatéraux. Dès lors, la Bundeswehr s'enhardira, de mission sanitaire et de soutien logistique en missions militaires, du Cambodge et de la Somalie à l'ancienne Yougoslavie – où pourtant, quelque temps auparavant, le ministre de la Défense Volker Rühle avait annoncé qu'elle n'irait pas, en raison du passé allemand – et plus tard, au Liban, au Congo ou en Afghanistan. Réflexions et petits pas culminèrent avec la constitution en 1998 d'une coalition rouge et verte qui articula la responsabilité morale et politique de l'Allemagne réunifiée dans le conflit balkanique, participa aux frappes de l'OTAN contre la Serbie, inventa le Plan de Stabilité pour les Balkans, offrit ses bons offices aux Palestiniens et Israéliens.

Cette montée en puissance ne se double toutefois pas d'un regain d'euphorisme. Helmut Kohl et Gerhard Schröder après lui se retrouvent sans interlocuteur français – il faut attendre les années 2002 et 2003 pour que se dessinent des projets *a contrario*, qu'il s'agisse de la mutualisation d'intérêts français et allemands, sous couvert d'intérêts européens, ou du refus de la guerre contre le régime de Saddam Hussein, certes fondé mais si mal habillé sur le plan diplomatique. Qui plus est, les caisses allemandes sont vides. Là où naguère les gouvernants allemands poussaient, convainquaient, cajolaient, les moyens font défaut et les énergies s'épuisent à remettre à flot l'Allemagne de l'Est. En 2003, la puissance allemande se fond en *hybris*, lorsque se détournant du multilatéralisme qui depuis longtemps caractérisait la diplomatie allemande, Gerhard Schröder affirma que son pays se tiendrait à l'écart du conflit, quelle que fut la décision prise au Conseil de Sécurité des Nations Unies.

A VAINCRE SANS PERIL...

C'est que d'une certaine façon, la puissance allemande est un trompe-l'œil. L'Allemagne n'a pas les moyens d'une politique de puissance. Certes plus de 7 000 soldats sont déployés en Europe, en Afrique et en Asie, presque trois fois plus qu'en 1998, lorsque la coalition rouge et verte accède au pouvoir. Quelque 35 soldats sont morts en Afghanistan. L'opinion publique toutefois ne suit pas. Malgré la pédagogie de gouvernements successifs, plus de la moitié des Allemands refusent l'engagement en Afghanistan. D'ailleurs, cette pédagogie a cessé d'en être une. Alors que dans les années quatre-vingt-dix, voire 2000, les gouvernants avaient progressivement amené l'opinion publique à accepter que la Bundeswehr intervienne, dans les Balkans par exemple, Peter Struck, ministre de la défense de la coalition rouge et verte, pour qui la défense de l'Allemagne commençait à l'Hindou Kouch, n'a jamais convaincu et la Grande Coalition n'a fait que mentir sur la réalité de la guerre en Afghanistan, maquillée en opération de stabilisation. L'opinion publique de son côté n'en aspire pas moins qu'il y a vingt ans à vivre dans une sorte de grande Suisse. A cet égard, deux cultures pacifistes se sont combinées : celle des Allemands de l'Ouest qui ont faites leurs les leçons de l'histoire et celle des Allemands de l'Est qui ont nourri un anti-militarisme anti-communiste – pour faire court.

Au demeurant, cette Allemagne réunifiée est une Allemagne vieillie. Alors qu'au lendemain de la réunification, l'Allemagne semblait s'imposer en Europe par son poids démographique – quatre-vingts millions d'habitants –, c'est son vieillissement qui désormais inquiète. On estime qu'en 2050, elle aura un peu moins de 65 millions d'habitants, et la proportion des plus de 65 ans passera d'un cinquième à un tiers. L'Est surtout se sera vidée de ses femmes et de ses jeunes. Une telle Allemagne saura peut-être inventer une nouvelle économie, de services aux personnes âgées en particulier, fondée sur un système de santé dont la grande coalition a esquissé les premières caractéristiques. Ce sera une Allemagne démocratique – plus que la France ou l'Italie –, une Allemagne confortable – même si les nouveaux pauvres se multiplient et que l'ascenseur social se grippe. Il n'en demeure pas moins que cette

Allemagne continuera d'ignorer la valeur du risque - près de 70 % des Allemands estiment qu'aucun objectif politique ne mérite l'utilisation de la force – et la nécessité d'endosser des responsabilités internationales – et plus de la moitié des Allemands les refusent¹.

On ne pourrait toutefois prétendre que l'Allemagne est un pays comme un autre, 'normalisé' en somme. Certes le rapport au passé se 'normalise', non qu'il soit surmonté – quoi que cela veuille dire – et moins encore ignoré, mais les Allemands s'autorisent à aimer leur pays, à se conter des filiations positives : à preuve le cinéma de ces dernières années, du « Miracle de Berne » et de « la Rose Rouge » à « l'Opération Walkyrie »..., à preuve aussi l'organisation de la coupe du monde en 2006 où l'on ne vit jamais autant de drapeaux. Mais l'Allemagne ne saurait être un pays comme un autre – parce qu'elle est un peu plus grande, un peu plus riche que les autres, première ou deuxième puissance commerciale au monde, exportant sa technologie en Russie ou en Chine, parce qu'elle est au cœur de l'Europe, dont elle représente plus du quart du PNB.

Même par défaut, l'Allemagne influence les destinées européennes qu'il s'agisse d'élargissement ou d'intégration. Dans les années quatre-vingt, les gouvernants allemands avaient pris fait et cause en faveur de l'élargissement, notamment à la Pologne, le voisin immédiat dont la sécurité assurait celle de l'Allemagne. Désormais, les réticences allemandes à l'égard de nouveaux élargissements de l'UE, à la Turquie en particulier, ou de l'OTAN, à l'Ukraine et à la Géorgie, pèsent sur les choix européens. Dans les années quatre-vingt, Helmut Kohl avait encore proposé une intégration politique que François Mitterrand avait voulu sinon ignorer, du moins comprendre uniquement en terme de politique étrangère. Ce fut certainement l'ultime avancée allemande. En 2000, Joschka Fischer tint un beau discours à l'université Humboldt, réclamant une fédéralisation des institutions européennes alors que son chancelier s'était, un an auparavant, plaint des contributions allemandes qui portaient en fumée à Bruxelles. Avec le jugement de la Cour constitutionnelle de 1993 portant sur la constitutionnalité du traité de Maastricht et celui de 2009 portant sur le traité de

¹ Cf. « Der König von Deutschland », *Der Spiegel* 17/2008, 21 Avril 2008. Dans le même sondage, plus de 60 % des Allemands estiment que la liberté est la caractéristique principale de leur culture.

Lisbonne, le législateur allemand porte un coup d'arrêt à l'intégration européenne dans la mesure où celle-ci ne répond pas à la volonté d'un *demos* européen, inexistant. Dans cette perspective, il érige les exigences de Karlsruhe en mesure de l'intégration européenne. Dans les années quatre-vingt-dix, le ministre des affaires étrangères du chancelier Kohl, Hans-Dietrich Genscher, reprenant la formule de Thomas Mann, avait souhaité une Allemagne européenne plutôt qu'une Europe allemande. Dans les années 2000, du fait de la réunification de l'Allemagne et du réveil des intérêts nationaux, de Paris à Varsovie, l'Europe risque d'être un peu plus allemande.

***Anne-Marie Le Gloannec est directrice de recherche Sciences Po. Elle a été directrice adjointe du Centre Marc Bloch à Berlin (1997-2002). Actuellement, elle mène ses recherches au CERI, enseigne à Sciences Po et à l'université de Cologne.**